

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES  
PARTICULIERES**  
**PRSG 24-007**

**APPEL D'OFFRES**

Organisé en application des dispositions  
du Code de la Commande Publique

**COLLECTE, TRANSPORT ET  
TRAITEMENT DES DECHETS DES  
ACTIVITES ECONOMIQUES NON  
DANGEREUX ET NON RECYCLABLES  
POUR LES ETABLISSEMENTS DU  
GROUPEMENT HOSPITALIER DE  
TERRITOIRE DE LA SARTHE**



## **INTRODUCTION**

Le présent marché a pour objet **la prestation de collecte/transport et de traitement des déchets des activités économiques non dangereux et non recyclables**, des établissements publics de santé du Groupement Hospitalier de Territoire du département 72.

Les Déchets d'Activités Economiques sont les déchets pris au sens de l'article du R541-8 du Code de l'Environnement.

Selon l'ADEME, les déchets dits « assimilés » regroupent les déchets des activités économiques pouvant être collectés avec ceux des ménages, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, sans sujétions techniques particulières (article L.2224-14 du Code général des collectivités territoriales). A ce titre, les déchets du secteur public (administrations, hôpitaux, etc.) peuvent être collectés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères, dans le cadre d'une prise en charge par les collectivités. Ces déchets sont alors désignés « DMA » (déchets ménagers assimilés).

Nota : Dans les établissements du GHT, les DAE dangereux sont pris en compte par des marchés spécifiques (filiales DASRIA\*, filière Déchets chimiques) et les déchets recyclables sont, autant que possible techniquement et économiquement, triés et gérés par des filières dédiées. Les DEEE (Déchets d'Equipement Electrique et Electronique), y compris les piles et les éclairages fluorescents, et les DEA (Déchets d'Equipement d'Ameublement) sont gérés en lien avec les éco-organismes agréés par les pouvoirs publics. Les déchets de chantier sont gérés avec les entreprises intervenant sur les sites dans le cadre des prestations qui leur sont confiées.

*\* la filière des DASRIA concernent les déchets d'activités de soins à risques infectieux et les pièces anatomiques (définis respectivement par l'article R 1335-1 et par l'article R. 1335-9 du Code de la santé publique).*

Dans la suite du document, afin de simplifier la dénomination des déchets, quel que soit leur mode de prise en charge (prestataire privé ou collectivité), les déchets concernés par la prestation sont désignés par l'acronyme « DAE ».

Afin de prendre en compte dans le présent marché, des DAE spécifiques n'étant pas des DEEE, ni des DEA, ni des déchets recyclables sans un pré-traitement ou du fait de l'absence de filières techniquement disponibles et/ou économiques acceptables, il est aussi prévu la prise en charge des « Encombrants/Déchets de balayage de voirie » issus des établissements du GHT.

La consultation **comporte 8 lots** :

1. Collecte/transport et traitement des DAE du **Centre Hospitalier du Mans** (et de son EHPAD) et de **l'Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe** ;
2. Collecte/transport et traitement des DAE du **Pôle Santé Sarthe et Loir et de ses structures médico-sociales**
3. Collecte/transport et traitement des DAE du **Centre Hospitalier de Saint-Calais et de ses structures médico-sociales**, et de **l'EHPAD de Bessé sur Braye**
4. Collecte/transport et traitement des DAE du **Centre Hospitalier de Montval sur Loir (ex Château-du-Loir) (et de son EHPAD)** et du **Centre Hospitalier du Lude**
5. Collecte/transport et traitement des DAE des 3 sites du **Pôle Hospitalier et Gériatrique Nord Sarthe** : site de **Sillé-le-Guillaume**, site de **Beaumont-sur-Sarthe** et site de **Bonnétable**

6. Collecte/transport et traitement des DAE du **Centre Hospitalier de La Ferté-Bernard et de ses structures médico-sociales**
7. Collecte/transport et traitement des DAE spécifiques de type « Encombrants/Déchets de balayage de voirie » pour le **NORD Sarthe : EPSM de la Sarthe, Centre Hospitalier du Mans** (et son EHPAD), les 3 établissements du **PHGNS**, le **Centre Hospitalier de la Ferté-Bernard**
8. Collecte/transport et traitement des DAE spécifiques de type « Encombrants/Déchets de balayage de voirie » pour le **SUD Sarthe : le Pôle Santé Sarthe et Loir, le Centre Hospitalier de Montval sur Loir (ex Château-du-Loir), le Centre Hospitalier du Lude, le Centre Hospitalier de Saint-Calais** et de ses structures médico-sociales, et l'**EHPAD de Bessé sur Braye**

Nota : Les DAE produits par des activités de prise en charge de patients dans des structures délocalisées de l'établissement de santé de rattachement, peuvent être gérés dans le cadre de l'organisation intrinsèque de ses structures (copropriété, maison de santé, administration pénitentiaire). Ils ne font dans ce cadre pas partie du présent marché public.

**Une clause de réexamen** est prévue à l'article 17.2 du Cahier des Clauses Administratives Particulières. Cette clause dite de « rendez-vous » prévoit la possibilité pour l'établissement concerné de modifier le mode de collecte en bacs à déchets par le mode de collecte en compacteur à déchets.

**Des Prestations Supplémentaires Eventuelles Obligatoires** sont identifiées pour le lot n° 6 :

Lot n°	N° PSE	Désignation
6	PSE1	Collecte/transport et traitement des DAE du CENTRE LESIOUR SOULBIEU
6	PSE2	Collecte/transport et traitement des DAE de l'EHPAD SAINT JULIEN
6	PSE3	Collecte/transport et traitement des DAE de l'EHPAD PAUL CHAPRON

Dans la mesure où la prestation demandée s'intègre dans la démarche éco-responsable des établissements du GHT72 (thèmes concernés : maîtrise des pollutions et des déchets, sensibilisation éco-citoyenne, maîtrise des émissions de gaz à effet de serre liées au fret logistique), si un (plusieurs) établissement(s) du GHT en fait(font) la demande expresse, le titulaire devra présenter annuellement les actions concrètes mises en application et les projets à court terme, déployés localement dans le cadre de sa Démarche de Responsabilité Sociétale et de Développement Durable.

## **A.- DISPOSITIONS GENERALES POUR TOUS LES LOTS**

### **1 – Nature des DAE concernés par la prestation**

Les DAE produits par les établissements du GHT72 sont générés par :

- les activités de soins et les activités médicales,
- les activités techniques (ateliers de maintenance),
- les activités administratives (bureaux),

- les activités logistiques et hôtelières (restauration, magasinage, blanchisserie).

La typologie des DAE décrite ci-dessous correspond aux déchets pouvant être remis à la collecte et au traitement dans le cadre du présent marché. Toutefois, la responsabilité du producteur des déchets reste propre à chaque établissement du GHT 72 ; à ce titre, chaque établissement a spécifié dans l'annexe technique du Cahier des Clauses Techniques Particulières, les déchets à prendre en compte.

### **1.1- DAE issus des activités de soins et des activités médicales**

Les DAE issus des activités soins et des activités médicales sont tous les déchets qui ne répondent pas à la définition réglementaire des DASRIA (article R 1335-1 et l'article R. 1335-9 du Code de la santé publique).

Peuvent être inclus les Déchets Issus du MEDicament :

- les médicaments périmés (hors produit de chimiothérapie et stupéfiants soumis à des réglementations spécifiques), provenant de la gestion des stocks des PUI mais aussi des traitements personnels des patients qui ne sont pas pris en charge par la filière Cyclamed, alors qu'ils correspondent par nature chimique au même type de déchet que les MNU des officines de ville ;
- les déchets de préparation des médicaments et des produits pharmaceutiques (gants, compresses, seringues de dilution, conditionnements primaires des médicaments pouvant contenir des résidus de substances médicamenteuses (tubes de crème, flacons, dosettes en plastique, blisters, sachets, etc.), petits emballages ou parties d'emballages (opercules, bouchons, sachets bi-matière, etc.) ;
- les déchets d'administration aux patients (gants, compresses utilisées en détergence de la peau saine avec un désinfectant, poches/seringues et lignes de perfusion contenant des électrolytes et/ou des médicaments dilués, gobelets, canules, masques d'aérosolisation, etc.) à l'exception de ceux utilisés lors des soins de chimiothérapie (filiale des DASRIA conformément à la circulaire DHOS/E4/DGS/SD7B/DPPR n°58 du 13 Février 2006) ;
- les dispositifs médicaux non utilisés périmés ou impropres à l'utilisation (principalement encore conditionnés dans leur emballage d'origine).

Concernant les MNU (médicaments non utilisés), la filière Cyclamed actuellement déployée en France aboutit à l'incinération de ces déchets conjointement aux ordures ménagères. L'ADEME recommande ainsi « pour éliminer en toute sécurité les MNU », « l'incinération avec valorisation énergétique » comme « solution retenue en France ».

\* Etude ADEME « Médicaments » Novembre 2015 Collection Repères (ref 8587)

[http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/medicaments\\_donnees\\_2014\\_8587.pdf](http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/medicaments_donnees_2014_8587.pdf)

Ainsi, les DAE qui seront remis aux prestataires de Collecte et de Traitement dans le cadre de ce marché comporteront, selon les choix de filière des établissements de santé, une part plus ou moins importante de DIMED (à l'exception de ceux dits « cytotoxiques »).

En conséquence, il appartient aux candidats de chaque lot de bien définir l'exutoire des déchets pris en charge.

## **1.2- DAE issus des activités techniques, administratives, logistiques et hôtelières**

Les DAE issus des activités administratives sont les déchets en mélange qui n'ont pas pu être triés ou qui ne sont pas séparables (tri de la fraction recyclable conformément au décret 2016-288 du 10 mars 2016).

Les DAE issus des activités techniques sont identiques à ceux que les artisans du bâtiment peuvent générer par leurs activités. Les déchets dangereux (produits décapants, déboucheurs, solvants, résidus de peinture, huiles, etc.) et les DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques : outillages, appareils biomédicaux, etc.) sont gérés à part.

Les DAE issus des activités logistiques et hôtelières sont des déchets en mélange qui n'ont pas pu être triés ou qui ne sont pas séparables dans les conditions actuelles techniques et économiques en matière de recyclage. Ce sont aussi des déchets similaires à ceux d'hébergement particulier ou collectif, comme les déchets d'entretien des locaux (ex : poubelle de sanitaires, gants de ménage, etc.). Les déchets dangereux (notamment produits lessiviels concentrés) et les DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques : petits appareils électroménagers, machines-outils, écran de TV, téléphone, etc.) de ces activités sont gérés à part.

Peuvent être inclus les emballages multi-matériaux pour lesquels la recyclabilité n'est actuellement pas existante (ex : carton aluminisé des médicaments transportés au froid), et les emballages à faible gisement produits sur un site (ex : polystyrène expansé).

Ces DAE comportent aussi les déchets dits « Encombrants/Déchets de balayage de voirie » qui feront l'objet d'une filière de collecte-traitement spécifique dans le cadre de ce marché aux lots 7 et 8.

Les encombrants peuvent être des éléments d'huissierie ou des morceaux de bois, des matelas usagés (matelas trop souillé, en faible quantité pour lesquels le recours à l'éco-organisme n'est pas accepté), des objets volumineux en plastique (jouet cassé, jardinière détériorée, volet roulant défectueux, mobilier de jardin inutilisable, etc.). Tous les établissements du GHT 72 peuvent avoir besoin de recourir à cette filière de DAE spécifique.

Les déchets de balayage de voirie sont constitués essentiellement des sables/graviers et de terre/débris de végétaux issus du grattage des trottoirs et des voies routières. Ces inertes sont bien souvent mélangés à divers détritiques tels que des mégots, mouchoirs, morceaux de plastique ou de métal, etc. Ils peuvent être souillés par des traces d'huile/carburant provenant des véhicules (parking, voie de circulation).

## **2 – Dispositions relatives à la collecte et au transport des DAE**

### **2.1- Dispositions générales**

### **2.1.1- Accès du personnel de collecte/transport**

Les opérations de collecte/transport des DAE sont exclusivement effectuées par le conducteur du véhicule et/ou toute autre personne du titulaire dûment habilitée à le faire.

L'accès du personnel du titulaire est strictement limité aux locaux et équipements prévus dans le cadre de la prestation.

Le personnel du titulaire doit à tout moment respecter les règles intérieures propres à chaque établissement du GHT 72, notamment les règles de discrétion et de correction à l'égard des professionnels hospitaliers et des usagers. Le GHT 72 se réserve d'ailleurs le droit d'interdire l'accès aux établissements et à leurs dépendances aux personnes qui ne respecteraient pas ces règles.

Le personnel du titulaire doit pouvoir être identifié par :

- ✓ Port d'une tenue de travail propre, identifiée au nom de la société titulaire ;
- ✓ Port d'un badge comportant la photographie et le nom de l'intervenant.

Dans le cadre des mesures de contrôle d'accès pouvant être en place dans l'établissement à collecter, il appartient à chaque titulaire de lot de définir avec le responsable en charge de la Gestion des Déchets de l'établissement du GHT 72 concerné, les modalités d'accès de son personnel. En cas d'évolution, il appartiendra alors aux deux parties de redéfinir les nouvelles dispositions.

Si, pour faciliter l'accès au titulaire du lot, l'établissement concerné lui donne des accès (badge, clé, etc), le titulaire en est responsable et n'utilisera ce moyen que dans le cadre des prestations définies avec l'établissement. En cas de perte, de vol, de détérioration, le titulaire supportera l'ensemble des coûts nécessaires au rétablissement d'une situation d'accès contrôlé.

### **2.1.2- Sécurité des opérations de manutention, de chargement/déchargement**

Conformément à la législation du travail en vigueur et en fonction de la nature des prestations à effectuer, le titulaire de chaque lot est tenu :

- de respecter et faire respecter les mesures de sécurité pour la protection de son personnel,
- de veiller à la conformité réglementaire des véhicules (et de leurs équipements), y compris les dispositions nouvelles qui deviendraient applicables pendant la durée d'exécution du marché.

A ce titre, le titulaire doit disposer des équipements nécessaires pour assurer la sécurité des opérations et mettre à disposition de son personnel les EPI et les consignes de travail adaptés.

Les conditions et moyens à mettre en œuvre seront précisés par l'établissement concerné dans le **Protocole de sécurité**.

Le titulaire propose modèle de protocole de sécurité, si l'établissement n'en dispose pas. Le protocole de sécurité décrit les opérations de chargement et de déchargement sont effectuées sous la seule responsabilité du titulaire.

Conformément aux dispositions des articles R 4515-4 à R 4515-11 du Code du Travail relatifs aux règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par les entreprises extérieures, un protocole de sécurité sera signé entre l'établissement concerné et le titulaire du marché ou le transporteur qu'il aura clairement désigné.

Le contenu de ce protocole sera adressé au titulaire du marché lorsqu'il aura été désigné.

Par ailleurs et conformément aux dispositions des articles R 4512-6 à R 4512-12 du Code du Travail relatifs au plan de prévention, applicable dès lors que la prestation représente (ou est susceptible de représenter) 400 heures de travail sur 12 mois (en discontinu dans le cas de ce marché), le titulaire et le représentant de l'établissement du GHT 72 concerné doivent établir **un plan de prévention**.

Enfin, à la demande du titulaire, si l'établissement de santé est concerné par une prestation de collecte en BOM, il peut être proposé **une information (action de sensibilisation) auprès des opérateurs de collecte sur les spécificités des DAE non dangereux issus des établissements de santé**, notamment pour prévenir les risques professionnels et pour réduire l'éventuel risque psycho-émotionnel lié à certains déchets évocateurs de soins, qui ne sont cependant pas des DASRI au sens de la définition de l'article R1335-1 du Code de la Santé Publique.

Dans ce cas, les deux parties conviendront des modalités pratiques de cette action de sensibilisation, et de la fréquence éventuelle de rappel des consignes de sécurité à mettre en œuvre.

### **2.1.3- Informations réciproques**

Dans chaque lot, le(s) établissement(s) et le titulaire s'engagent à s'informer mutuellement de toute modification occasionnelle ou permanente concernant la réalisation de la prestation, et notamment :

- ✓ la modification d'un horaire de collecte pouvant avoir un effet notoire dans l'organisation du travail de chacune des parties ;
- ✓ les difficultés d'accès en raison de travaux sur le site d'un établissement ;
- ✓ les difficultés techniques (panne de véhicule, ...).

En cas de difficultés **ponctuelles** rencontrées pour assurer la continuité du service **par l'une ou l'autre des parties, les deux parties conviendront des mesures à prendre pour assurer l'enlèvement et le traitement des déchets**.

### **2.1.4 - Réajustement ponctuel des modalités de collecte/transport**

La fréquence de collecte (ou le nombre de rotations par jour) définie à l'annexe technique du présent CCTP et propre à chaque lot pourra varier ponctuellement en fonction des nécessités de service :

- remplissage plus rapide des moyens de collecter lié à une sur-activité ;
- période de fortes chaleurs ;
- motif technique (panne de compacteur, travaux dans l'aire de stockage, etc.).

Cette demande de révision ponctuelle doit être formulée au titulaire par l'établissement concerné au plus vite s'il s'agit d'un motif imprévisible (panne technique), et a minima 48 heures (jours ouvrés du titulaire) avant l'échéance souhaitée pour des motifs planifiables.

Dans ces cas, **les deux parties pourront modifier ponctuellement la fréquence de collecte (ou le nombre de rotations par jour) en fonction de ce qui sera jugé nécessaire.**

#### **2.1.5- Prestation exceptionnelle en cas de panne technique sur un compacteur à déchets**

L'établissement concerné fera appel au titulaire pour organiser une prestation exceptionnelle dès lors qu'il ne pourra plus assurer la mise en compacteur des DAE produits sur son site. Le titulaire doit apporter une réponse sous un délai de 4 heures maximum.

1<sup>er</sup> cas : l'établissement peut centraliser tous ces bacs à déchets afin que le prestataire assure une collecte en benne à ordures ménagères, quotidiennement y compris le samedi pendant toute la durée de l'arrêt technique du compacteur. Cette prestation sera couverte par le coût prévu pour la rotation du compacteur (1 rotation du compacteur = 1 collecte en BOM).

2<sup>ème</sup> cas : l'établissement peut palier à cet arrêt technique moyennant des manutentions sur les déchets. Le titulaire met en place une multi benne fermée à volets avec un seuil de chargement bas afin de faciliter le travail de chargement des équipes hospitalières. Cette mise à disposition devra se faire à titre gracieux pendant toute la durée de l'arrêt technique. Chaque rotation de la benne correspondra au coût prévu pour celle du compacteur.

3<sup>ème</sup> cas : l'établissement a impérativement besoin de maintenir une organisation de collecte dans un compacteur (cas d'une collecte pluriquotidienne et 7 jours sur 7). Le titulaire doit prévoir la mise en place d'un compacteur monobloc équivalent à celui détenu par l'établissement (si besoin, avec le dispositif de basculeur). Cette mise à disposition devra se faire à titre gracieux si la durée de l'arrêt technique est inférieure à 7 jours. Au-delà, le titulaire pourra facturer un forfait journalier de 15 € HT, soit 450 € HT / mois (base 30 jours). Dans le cas d'une location « full service » du compacteur, ce forfait journalier ne s'applique pas en sus du coût de location mensuelle.

#### **2.1.6- Prestation exceptionnelle en cas d'activation du Plan Blanc**



Chaque établissement pouvant être amené à renforcer ses activités de soins à l'occasion de l'activation du Pan Blanc, la sollicitation du titulaire pour une prestation exceptionnelle de transport et de traitement des déchets peut être nécessitée si les moyens disponibles sur le site devenaient insuffisants.

Dans ce cadre, **les responsables des 2 parties définiront les modalités à mettre en œuvre dans un délai très court** pour assurer la bonne gestion des déchets dans un souci d'hygiène et de continuité de service.

### **2.1.7- Modalités de prise en charge lors des jours fériés**

De façon générale, sauf pour le cas exceptionnel du Plan Blanc, **il n'est pas demandé au titulaire d'assurer la prestation lorsqu'une collecte tombe sur un jour férié.**

La collecte doit être reportée, soit sur le jour précédent (exemple : collecte le mardi si le mercredi est férié), soit sur le jour suivant (exemple : collecte le jeudi si le mercredi est férié). Pour le cas du vendredi férié, la collecte est à faire soit le jeudi, soit le samedi. Pour le cas du lundi férié, la collecte est à effectuer obligatoirement le mardi.

Le titulaire doit anticiper la programmation des modifications du planning de collecte, si possible sur l'année complète à venir et avant mi-décembre de l'année en cours notamment pour couvrir les fêtes de fin d'année (février du 25/12 et du 01/01). **Le titulaire doit informer par voie écrite l'établissement afin que celui-ci puisse de son côté, s'organiser en conséquence.**

Malgré cette programmation prévisionnelle, en fonction des besoins identifiés par un établissement, les modalités de prise en charge lors des jours fériés seront à adapter au cas par cas et **les deux parties pourront modifier ponctuellement les modalités à mettre en œuvre** en fonction de ce qui sera jugé nécessaire.

## **2.2 Dispositions spécifiques au mode de collecte en compacteur à déchets**

### **2.2.1- Retrait du compacteur**

Dans la mesure où un agent hospitalier dédié à la gestion des déchets n'est pas systématiquement présent au moment de la prise en charge d'un compacteur, il appartient au chauffeur :

- ✓ - de relever le basculeur (équipement intégré) ou de mettre en position basse et de débrancher le basculeur (équipement à poste fixe) ;
- ✓ - de vérifier visuellement au niveau de la trémie de chargement du compacteur l'absence de déchets susceptibles de s'envoler ou de tomber lors du transport et si c'est le cas, de mettre en œuvre les mesures appropriées (nettoyage par lui-même ou par un agent hospitalier) ;
- ✓ - de vérifier l'état et la bonne mise en place du crochet de préhension (et de ses goupilles de sécurité si le crochet est rabattable) ;
- ✓ - d'assurer le débranchement électrique de l'appareil avant de le charger sur son véhicule.

### **2.2.2- Remise en service du compacteur**

A la remise en place du compacteur, le chauffeur doit :

- s'assurer que le serrage de fermeture de la porte arrière est suffisamment réalisé pour garantir l'étanchéité du caisson lors du compactage des déchets (à défaut de la bonne réalisation de cette opération, il sera fait appel au titulaire, pour revenir à posteriori de la remise en service, à ses frais, effectuer un serrage manuel conforme aux contraintes d'étanchéité attendues sur ce type d'équipement) ;
- s'assurer qu'il a bien remis en place les berces du compacteur dans les rails de guidage et que le compacteur est suffisamment reculé dans son emplacement sans toutefois détériorer l'appui arrière ;
- effectuer le rebranchement électrique du compacteur et la mise sous tension de l'équipement pour en vérifier le bon fonctionnement ;
- effectuer la remise en service du basculeur (rebranchement électrique, mise sous tension et vérification du bon fonctionnement) ;
- signaler immédiatement tout problème technique sur l'équipement à la personne responsable de l'établissement concerné (les nom et n° de téléphone sont indiqués sur le protocole de sécurité, à bord du véhicule de collecte) et à son responsable d'exploitation (et si nécessaire, le mettre en sécurité par appui sur le coup de point d'arrêt d'urgence).

**Afin de garantir la continuité de service dans l'établissement utilisant un compacteur à déchets, le temps d'immobilisation de l'équipement doit être réduit au maximum**, ce qui nécessite de la part du titulaire d'avoir mis en œuvre une organisation adaptée aux besoins de l'établissement (exemple : échange plein/vidé de compacteur monobloc, transport aller-retour et vidage en une heure au maximum, etc). **Si ces contraintes sont à prendre en compte, elles sont spécifiées à l'annexe technique du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières.**

### **2.2.3- Dispositions de lavage du compacteur**

Par mesure de propreté, le nettoyage de l'intérieur du caisson du compacteur est effectué régulièrement selon les fréquences définies à l'annexe technique du présent CCTP et immédiatement après le vidage des déchets et avant la remise en service du compacteur sur le site de l'établissement. **Les fréquences de lavage sont spécifiées à l'annexe technique du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières.**

Le nettoyage doit être effectué selon les règles de sécurité, que ce soit pour le personnel du titulaire et pour l'équipement.

A ce titre, le personnel doit être équipé des EPI nécessaires à cette activité en tenant compte des risques potentiels constitués par les résidus de déchets.

De même, les conditions de sécurité et les modalités pratiques de ce nettoyage (maintien de porte en position ouverte, etc) doivent être dûment spécifiées par le titulaire à son personnel dans le cadre des consignes de travail (manuel qualité par exemple).

L'opération de lavage du caisson comporte obligatoirement :

- le dégagement de tous les déchets encore présents dans le caisson, y compris ceux bloqués vers la trémie de compactage, afin d'éviter la corrosion et le développement des mauvaises odeurs de fermentation ;

- le nettoyage des parois (haut, 2 côtés, bas) et de la partie accessible de la trémie de compactage ;
- le nettoyage de la trappe avant (cage à vérins) si l'équipement est un modèle à plateaux ;
- le nettoyage approfondi de la porte arrière et le contrôle systématique de l'état du joint de porte ;
- une inspection visuelle de l'état de l'intérieur du caisson notamment pour rechercher les défauts de structure dus à la corrosion (fissure, trou, éclatement de soudure).

En cas de constat d'une anomalie technique (joint de porte, défaut structurel, fuite d'huile hydraulique, etc.), le titulaire doit informer immédiatement par écrit le responsable de l'établissement pour que des travaux de maintenance soient mis en œuvre en conséquence.

Dans le cas d'un compacteur en location « full service », le titulaire doit prendre en charge ces travaux et tenir informé l'établissement des dispositions mises en œuvre (échéance de réparation, conditions d'intervention, arrêt technique éventuel et mesures compensatoires définies, etc.).

Sauf indication contraire mentionnée à l'annexe technique du présent CCTP, un nettoyage extérieur doit être fait à minima 2 fois par an. Ce nettoyage doit être effectué en tenant compte des spécifications techniques du fabricant quant à la résistance de la peinture mise en œuvre.

Dans le cas d'un équipement en location « full service », ce nettoyage extérieur est inclus dans l'entretien normal à réaliser.

Si pour des raisons de maintenance (intervention technique, contrôle trimestriel) ou d'hygiène (période de fortes chaleurs, état visuel insatisfaisant), l'établissement a besoin d'une prestation de lavage ponctuelle supplémentaire (intérieure et/ou extérieure), les 2 parties définiront les modalités à mettre en œuvre.

Les dispositions de lavage seront précisées dans l'offre par le candidat (lieu de nettoyage, conditions de réalisation du nettoyage).

Le titulaire devra veiller à ce que les opérations de nettoyage soient correctement réalisées à la fois dans un souci d'hygiène et pour contribuer au maintien en bon état de l'équipement.

#### **2.2.4- Obligation de sécurité des intervenants**

Les responsabilités du titulaire (et plus spécifiquement du conducteur du véhicule de collecte du compacteur) sont décrites aux paragraphes 2.2.1 à 2.2.3. Elles sont complétées par les dispositions suivantes :

Le titulaire doit disposer d'un véhicule en bon état, à la fois du point de vue de son fonctionnement que de son aspect. Celui-ci doit être pourvu des équipements réglementaires et avoir été contrôlé conformément aux obligations légales ;

Le conducteur doit disposer à bord du protocole de sécurité, d'une carte professionnelle avec sa photo d'identité et des autres documents inhérents à la conduite du véhicule. Il doit pouvoir les présenter immédiatement en cas de demande d'un responsable de l'établissement ou d'un représentant des autorités de tutelle.

Les responsabilités du personnel hospitalier sont liées au bon usage de l'équipement :

- ✓ vérification quotidienne, à la prise de poste : bon état de l'équipement et de ses accessoires de manutention, présence et bon fonctionnement des dispositifs de protection et des organes de sécurité électrique ;
- ✓ mise en sécurité de l'équipement en fin de poste (ou après chaque usage si l'équipement est dans une zone accessible au public) : mise hors tension, boîtier de commande électrique sécurisé, fermeture du capot de protection si l'équipement en est équipé ;
- ✓ nettoyage régulier des abords du compacteur et mise en œuvre de moyen préventif anti-nuisibles ;
- ✓ vérification de l'absence de déchets dans la trémie de compactage lors de la collecte du compacteur et/ou mise en place du dispositif de prévention des envois de déchets (filet, capot de protection) ;
- ✓ respect des consignes de sécurité indiquées sur l'équipement telles que l'interdiction de monter dans la trémie lorsque l'appareil est alimenté en énergie, la vigilance sur les zones de cisaillement lors de la mise en mouvement de la presse ou du lève-bac, etc. ;
- ✓ signalement de toute anomalie constatée, qu'elle soit d'ordre technique ou d'ordre fonctionnel, et mise en œuvre immédiate des mesures de sécurité (information du responsable, appui sur l'arrêt coup de poing et mise « hors service », etc.).

### **2.2.5- Organisation de la prestation**

Les dispositions concernant les conditions de réalisation de la prestation de collecte des DAE en compacteur sont spécifiées à l'annexe technique du présent **Cahier des Clauses Techniques Particulières** :

- Etablissements concernés ;
- Contraintes d'accessibilité ;
- Fréquence de collecte et organisation souhaitée ;
- Fréquence de lavage du compacteur ;
- Dispositions ou attentes spécifiques.

**Pour le lot n°1 (à l'exception du point de collecte n°2), le candidat peut déposer une offre variante en proposant des jours de collecte différents de ceux précisés à l'annexe technique. Il devra maintenir l'écart entre les passages (ex si demandé lundi et jeudi, possibilité de prévoir mardi et vendredi) tout en respectant les horaires mentionnés. Cette variante pourra également intégrer un compacteur de seconde main conformément aux disposition de l'article 2.6.1 du CCTP. Une seule variante est autorisée pour le lot 01.**

## **2.3 Dispositions spécifiques au mode de collecte en bacs à déchets**

### **2.3.1- Vidage sur place des bacs à déchets**

Les bacs à déchets sont collectés par le titulaire dans des camions BOM équipés d'un système lève-bac assurant le vidage automatique des déchets par basculement dans le caisson de la benne.

La manutention des bacs à déchets est incluse dans la prestation :

- ✓ bacs pleins depuis le lieu d'entreposage du(des) point(s) de collecte défini(s) par site jusqu'au point de vidage dans la BOM ;
- ✓ bacs vides en retour jusqu'au lieu d'entreposage, rangement et fermeture des couvercles ;

et ce quelle que soit la localisation de ces deux points et la distance les séparant.

Le titulaire tient compte dans son choix du véhicule (dimensions du véhicule), des conditions d'accès à chaque point de collecte défini par site.

### **2.3.2- Pesage des déchets**

Afin que l'établissement puisse avoir une évaluation précise de la quantité de DAE prise en charge à chaque collecte, il serait souhaitable que le camion BOM soit équipé d'un dispositif embarqué de pesée, permettant d'isoler le poids de chaque bac à déchets collecté, avec enregistrement des données et/ou émission d'un bordereau de pesage en fin de collecte.

A défaut du pesage embarqué, le ratio poids/volume est fixé à 0.072 kg / litre dans le cadre de ce marché pour les établissements sanitaires (hôpitaux, foyer de vie et ifsi). Pour les EHPAD, le ratio poids/ volume est fixé au bordereau des prix.

Cette valeur sera revue pour un établissement déterminé si le titulaire a mené une étude quantitative significative (à minima sur la base d'un relevé de 3 passages) démontrant au Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT, que cette valeur est inadaptée au cas de cet établissement. Cette nouvelle valeur sera discutée entre les parties et elle sera applicable par voie d'avenant.

Ces valeurs pourront aussi être revues par un établissement si celui-ci mène une étude quantitative significative (à minima sur la base d'un relevé mensuel) démontrant au Titulaire que ces valeurs sont inadaptées.

Les poids ainsi déterminés permettront d'identifier le coût de la TGAP et le coût de traitement des bacs collectés et à l'établissement concerné de compléter son registre de déchets sortants avec les poids calculés.

Si en cours de marché, le titulaire est en capacité de développer le pesage embarqué, il doit en faire bénéficier l'établissement concerné par la collecte avec ce type de véhicule.

### **2.3.3- Obligation de sécurité des intervenants**

Les responsabilités du titulaire (et plus spécifiquement du conducteur du véhicule de collecte du compacteur) sont décrites aux paragraphes 2.2.1 à 2.2.3. Elles sont complétées par les dispositions suivantes :

- Le titulaire doit disposer d'un véhicule en bon état, à la fois du point de vue de son fonctionnement que de son aspect. Celui-ci doit être pourvu des équipements réglementaires et avoir été contrôlé conformément aux obligations légales ;
- Un soin particulier sera porté sur la limitation du bruit lors de la collecte ;
- La BOM doit être étanche pour éviter que les jus de compactage ne s'écoulent sur la voirie à l'intérieur du site mais aussi sur la voie routière ;
- En fin de vidage des bacs à déchets, le plateau de compactage doit être abaissé pour éviter l'envol de déchets lors du trajet d'un point de collecte à un autre.

Le conducteur doit disposer à bord du protocole de sécurité, d'une carte professionnelle avec sa photo d'identité et des autres documents inhérents à la conduite du véhicule. Il doit pouvoir les présenter immédiatement en cas de demande d'un responsable de l'établissement ou d'un représentant des autorités de tutelle.

Les responsabilités du personnel hospitalier sont liées à la vigilance sur la présentation des bacs à déchets :

- ✓ optimisation du remplissage des bacs à déchets notamment pour éviter la présence de plusieurs bacs semi-remplis au lieu de bacs complètement chargés, sans toutefois être présentés avec un niveau de dépassement exagéré par rapport à la collerette du bac ;
- ✓ rangement dans le lieu d'entreposage et fermeture des couvercles des bacs à déchets ;
- ✓ propreté des bacs à déchets remis à la collecte notamment l'absence sur les parois extérieures de résidus potentiellement dangereux ou d'autres souillures organiques importantes et/ou en état de putréfaction ;
- ✓ mise à disposition au lieu d'entreposage défini des bacs à déchets à collecter, avant l'horaire convenu de passage du camion BOM ;
- ✓ nettoyage régulier des bacs à déchets vidés ;
- ✓ signalement de toute anomalie constatée, qu'elle soit d'ordre technique (ex : casse sur un bac à déchet) ou d'ordre organisationnel (écart sur la prestation attendue), avec information du responsable pour déclaration de « non conformité ».

#### **2.3.4- Organisation de la prestation**

Les dispositions concernant les conditions de réalisation de la prestation de collecte des DAE en camion BOM sont spécifiées à l'annexe technique du présent CCTP :

- Etablissements concernés ;
  - Contraintes d'accessibilité ;
  - Fréquence de collecte et organisation souhaitée ;
  - Dispositions ou attentes spécifiques.
- **Pour les lots 2, 3, 4, et 6 le candidat peut remettre une offre variante en proposant des jours de collecte différents de ceux précisés à l'annexe technique. Il devra maintenir l'écart entre les passages (ex si demandé lundi et jeudi, possibilité de prévoir mardi et vendredi).  
Cependant les plages horaires de collecte devront être respectées ;**

**Pour le lot 5, les variantes ne sont pas autorisées.**

## **2.4 Mise à disposition des bacs à déchets**

### **2.4.1- Caractéristiques des bacs à déchets**

Les bacs à déchets doivent répondre en tout point aux exigences de collecte interne des établissements de santé et aux contraintes de prise par le système de préhension des camions BOM mis en œuvre dans le cadre de cette prestation.

La fabrication des bacs à déchets doit être contrôlée et conforme à la norme ISO 9001.

Pour cela, ils doivent répondre aux caractéristiques suivantes :

- être conformes aux normes NF EN 840 ;
- avoir une cuve et un couvercle solides en Polyéthylène Haute Densité PEHD traité anti-UV ;
- être de couleur grise (gris clair, gris foncé ou noir) pour la cuve et le couvercle ;
- disposer de double préhension : poignées frontales et latérales ;
- être conçu pour résister aux déformations structurelles notamment lors du stockage extérieur et du fait des sollicitations contraignantes lors du levage de charge (environ 55 kg de déchets pour un bac 750/770 litres) par le peigne de préhension d'une BOM ;
- être équipé de système d'insonorisation (de type amortissement lors de la fermeture du couvercle) ;
- être équipé de roues adaptées au roulage extérieur ;
- avoir une hauteur de chargement pour le personnel hospitalier compatible avec la répétitivité des gestes et l'ergonomie du port de charges, soit un maximum de 1300 mm.

Pour les bacs 4 roues (660L, 750/770 L et 1000 L), selon le besoin de l'établissement :

- être équipé de roues à blocage directionnel (automatique pour un usage en manutention manuelle, à action mécanique au pied pour un usage en tractage) ;
- être pourvu des tourillons latéraux (prise DIN) ;
- être équipé de frein sur 2 ou 4 roues ;
- être prévu avec un bouchon de vidange en fond de cuve ;
- être équipé du renfort de fond de cuve, de roues adaptées au tractage à 12 km/h et d'un système de manutention par tractage ;
- être équipé d'un renfort de la collerette sur la partie avant du bac et d'une barre de maintien en partie arrière du bac, pour réduire la déformation du bac dans le temps et/ou du fait du vidage par le peigne de préhension.

La prise en charge par la bavette ventrale des bacs à déchets est à proscrire pour des raisons d'hygiène (perçement, difficulté de nettoyage de cet accessoire) et du fait de la déformation au vidage, nuisant à la durabilité des bacs à déchets.

Les volumes des bacs à déchets seront principalement les modèles : 240 litres, 340/360 litres, 660 litres, 750/770 litres, 1000 litres. Les besoins, le cas échéant, sont spécifiés dans le descriptif par lot.

Selon le besoin de l'établissement, le marquage à chaud (gravure dans la masse) pourra être demandé avec l'inscription « DAOM » sur la cuve du côté de l'ouverture du couvercle.

### **Clause environnementale**

*Il est demandé aux différents prestataires de mettre à disposition des conteneurs poubelles réalisés avec des produits durables et fiables, et / ou recyclés, adaptés à tous les environnements, en privilégiant des matériaux recyclables et conçus pour réduire l'impact environnemental.*

### **2.4.2- Maintenance des bacs à déchets**

Le titulaire a pour obligation de maintenir les bacs à déchets mis à disposition, en parfait état. Le niveau de maintenance exigé est de type « garantie totale » : il doit inclure la maintenance préventive et corrective nécessaire à l'obtention d'un parc de bacs à déchets complet et pleinement opérationnel. Pour ce faire, le titulaire se dote si nécessaire d'un stock de pièces de rechange et/ou de bacs à déchets de réserve.

**Les coûts de maintenance préventive et curative sont compris dans le prix de location des bacs.** Le nettoyage/lavage des bacs à déchets ne fait pas partie de la maintenance.

Le titulaire devra procéder **au minimum 1 fois par an, à une maintenance préventive de 1<sup>er</sup> niveau** (vérification des roues et chapes, du couvercle, des organes de manutention et de préhension, de l'état général, avec remplacement des pièces défectueuses).

Pour limiter la fréquence des interventions de maintenance corrective, le titulaire doit effectuer une visite préventive suivant une périodicité et un calendrier soumis à la validation du responsable « déchets » de l'établissement concerné par cette mise à disposition.

Le compte-rendu de ce contrôle et des actions (immédiates, programmées à une échéance définie) doit être transmis et visé par les deux parties.

Dans le cas où le titulaire serait défaillant sur cette maintenance, les factures de location seront suspendues jusqu'à la remise en état du parc des bacs, expressément validée par le responsable de l'établissement.

### **2.4.3- Evolution du parc des bacs à déchets**

Pendant l'exécution du marché, chaque établissement du GHT ayant recours à la location de bacs à déchets, se réserve le droit, en fonction de la réorganisation de sa



collecte interne ou des besoins liés à son activité, de réduire ou d'augmenter le nombre de bacs à déchets loués, tout en conservant les tarifs unitaires de location négociés dans le présent marché.

## **2.5 Mise à disposition d'une benne type « DIB »**

Les bennes doivent être conformes aux normes en vigueur.

Les bennes mises à disposition doivent **être en bon état**. Le titulaire assure la maintenance préventive et curative de son parc de bennes afin de garantir la sécurité, des utilisateurs, du chargement sur le camion et du transport vers l'exutoire des déchets.

**Les coûts d'entretien et de maintenance des bennes sont compris dans le prix de location des bennes.**

En cas de détérioration manifeste (enfouissement du caisson, arrachement d'un capot) d'une benne à déchets du titulaire sur un site hospitalier, il appartient aux deux parties de définir les dispositions de remise en état, via le recours à l'assurance du véhicule ayant endommagé la benne (chauffeur externe) ou celle de l'établissement pour des dégradations commises par son personnel.

### **2.5.1- Benne ponctuelle « Encombrants »**

Les « Encombrants » sont essentiellement des déchets provenant de déménagement ou de petits travaux de rénovation de locaux, pour lesquels un tri sélectif sera effectué autant que possible par le titulaire pour une orientation vers des filières de traitement spécialisées.

Les bennes correspondent aux standards de fabrication pour une prise en charge par un camion ampliroll ou par camion à chaîne.

En majorité, les besoins concerneront les modèles de benne suivants :

- benne 20 m3 à ouverture des portes sur l'arrière ;
- benne 15 m3 fermées à volets ;
- multi-benne 6 à 10 m3, ouverte ou fermée.

Dans le cadre des lots n° 7 et 8, le titulaire doit pouvoir mettre à disposition, **ponctuellement à la demande d'un établissement**, une benne de collecte pour ces déchets.

L'enlèvement de la benne fait l'objet d'une demande par l'établissement auprès du titulaire.

Le titulaire doit organiser la prestation sous 72 heures maximum, tant pour la mise en place que pour le retrait de la benne.

### **2.5.2- Benne permanente « DIB : déchets de balayage des voiries »**

Les DIB issus des activités de voirie sont constitués essentiellement de gravats (cailloux, sables, graviers), de terres et de végétaux/mousses, auxquels sont agglomérés des mégots de cigarette, des morceaux de plastique, des éclats de verre, des petits et gros détritiques métalliques, du papier, etc, plus ou moins secs, et pouvant comporter des résidus huileux en très faible quantité provenant du passage et du stationnement des véhicules.

Le besoin pour ce type de déchet ne concerne que le Centre Hospitalier du Mans.

La benne nécessaire au vidage gravitaire des déchets collectés dans le bac de ramassage de la balayeuse, nécessite d'avoir une hauteur de déversement latéral d'au maximum 800 mm. Pour répondre à ce besoin, avec une charge d'environ 6 tonnes par rotation, une benne ampliroll TP de 10 m3 est à prévoir.

L'étanchéité sur la porte arrière n'est pas obligatoire du fait de l'existence d'un drainage des eaux de pluie et des jus éventuels issus de ces déchets, vers un séparateur à hydrocarbures mis en place sur l'aire de dépôt de cette benne.

L'enlèvement de la benne fait l'objet d'une demande par l'établissement auprès du titulaire.

Le titulaire doit organiser la prestation sous 72 heures maximum, tant pour la mise en place que pour le retrait de la benne.

## **2.6 Mise à disposition d'un compacteur à déchets**

### **2.6.1- Caractéristiques techniques du compacteur**

Le compacteur devra être conforme aux normes en vigueur.

Le compacteur et les équipements complémentaires requis pour l'installation sur le site, pourront être **neufs** ou être d'occasion en très bon état (maintenance générale de l'équipement et état visuel). **Le matériel doit être compatible avec l'emplacement disponible sur la plateforme et les usages de l'établissement.**

Si le matériel proposé est un compacteur à déchets de seconde main (variante), il devra présenter un nombre d'heures d'utilisation maximum précisées ci-dessous, ne pas avoir été utilisé dans le secteur agro-alimentaire et le plan de maintenance devra être joint à l'offre (conformité des contrôles trimestriels, remplacements des organes hydrauliques sensibles (vérins, flexibles, filtres et huiles du groupe, etc)) pour les compacteurs suivants :

- point de collecte n° 1 ( EPSM DE LA SARTHE ) : compacteur de 1 m3 avec au compteur 800 heures de service maximum
- point de collecte n° 3 (CH LE MANS EHPAD CHARLES DROUET BATIMENT A) compacteur de 10 m3 avec au compteur 1900 heures de service maximum
- point de collecte n° 4 (CH LE MANS EHPAD CHARLES DROUET BATIMENT B) compacteur de 10 m3 avec au compteur 1900 heures de service maximum

Le chemin de roulement devra également être en bon état (sans défaut structurel visuel : ni déformation, ni trou, etc) et adapté à la configuration de la plateforme logistique d'installation (longueur des plaques, guidage par extérieur ou par intérieur des berces, etc). Des butées d'arrêt doivent être installées, en fonction de l'emplacement des rouleaux arrière du compacteur.

Les aménagements nécessaires (fixation/scellement, mise à niveau, etc) sont à la charge du titulaire, sans toutefois nécessité de contrainte de génie civil. Le matériel fourni ne doit pas contraindre l'établissement à réaliser des aménagements constructifs supplémentaires.

L'installation doit être conforme à l'ensemble des réglementations en vigueur.

Le titulaire prend à sa charge l'adaptation éventuelle de la trémie d'alimentation du compacteur.

L'ensemble du matériel est fourni par le titulaire, à partir des caractéristiques indiquées ci-dessous :

➤ Compacteur

- Type monobloc ;
- Capacité et dimensions appropriées aux contraintes architecturales du site et à la production de déchets en fonction de la fréquence de collecte envisagée (la volumétrie de 15 m<sup>3</sup> sera la plus souvent préconisée) ;
- Système de vidange sur l'avant pour éviter la stagnation des jus de compactage dans la trémie : trou équipé d'une grille à maille fine pour limiter la granulométrie des résidus évacués et raccord équipé à l'extrémité d'un obturateur étanche pour éviter l'écoulement des jus lors du transport (le raccordement au puisard des eaux usées de la plateforme est inclus dans la prestation de fourniture) ;
- Étanche en partie arrière au niveau de la porte, avec si nécessaire l'ajout de points de serrage complémentaires pour résister à la pression des déchets en partie basse du caisson ;
- Système de compactage étanche (de type bouclier pelle ou tambour rotatif), permettant d'éviter le retour de déchets et de jus dans le compartiment technique et dessous/dedans la partie mobile du système de compactage ;
- Niveau sonore (à vide, testé à 1 mètre) d'environ 73 dB(A) ;
- Indicateurs de charge ( $\frac{1}{2}$ ,  $\frac{3}{4}$ , plein) ;
- Cliquet de porte arrière déporté pour la sécurité lors du déverrouillage pour le vidage ;
- Raccordement électrique (format de la prise électrique du compacteur) adapté à l'installation de la plateforme (l'installation du TGBT au boîtier d'alimentation est à la charge de l'établissement, sur la base des préconisations techniques du matériel défini) ;
- Courte durée de cycle (idéalement 30 à 40 secondes) ;
- Voyant externe du niveau d'huile du groupe hydraulique ;
- Système de graissage sur tous les axes de vérin, et sur toutes les autres parties en mouvement (rouleaux de guidage, porte arrière, etc) ;
- Peinture avec sous-couche antirouille, résistante à l'usage en extérieur ;

➤ Basculeur (lève-bac) :

- Type intégré ou indépendant, latéral ou frontal, selon la configuration d'utilisation ;
- Compatible pour le vidage des bacs par la prise DIN (tourillons latéraux) et par la collerette via un système de peigne de préhension (en fonction des volumétries de bacs utilisées par l'établissement), avec possibilité d'installer 2 bacs 2 roues en même temps si ce mode d'utilisation est requis ;  
NOTA : le système de vidage par barre ventrale est proscrit.
- Vérin(s) réglable en vitesse de levage et de descente, suffisamment étanche pour un usage en extérieur ;
- Résistant à une charge minimale de 350 kg ;
- Tablier de guidage des déchets suffisamment long pour canaliser les déchets dans la trémie de compactage, et en matériau résistant à la corrosion (aluminium ou acier galvanisé à chaud) ;
- Raccordement électrique sur le compacteur ;
- Boîtier de commande asservi au compacteur pour lancement du cycle de compactage lors de la montée du bac ;

- Grilles latérales de protection adaptées à la configuration du système de levage (dimensions, fixation au sol, cage ouverte ou intégrale à portail sécurisé, etc).

En fonction des besoins spécifiques d'installation sur le site, l'établissement pourra demander des adaptations mineures (ex : boîtier à clé de mise en service déporté).

La configuration du compacteur et de ses accessoires (lève-bac, grilles de protection, rails de guidage, etc) sera obligatoirement soumise à la validation de l'établissement.

En début et fin d'exécution de marché, les titulaires entrant et sortant conviennent, à leur charge, des dispositions sur le devenir des rails de guidage existants (démontage ou pas).

Le candidat devra présenter une offre technique comportant un descriptif complet des modèles de compacteur et des accessoires proposés pour répondre aux besoins énoncés précédemment.

**Dans le cadre du contrat de maintenance Full service, il précisera également si son parc actuel comporte des appareils similaires disponibles immédiatement.**

#### **2.6.2- Entretien et maintenance du compacteur (hors prestation de lavage après vidage)**

Le compacteur et ses accessoires doivent être en parfait état de fonctionnement et d'une présentation très correcte (entretien des surfaces, peinture, etc.), de la mise en service jusqu'à la fin du présent marché.

La maintenance s'applique au compacteur et à ses accessoires (lève-bac, grilles de protection, rails de guidage, etc.).

Elle comporte la maintenance préventive de 1<sup>er</sup> niveau (graissage, contrôle électrique et remplacement des pièces d'usage fréquent (boutons, prise électrique, lampes de voyant, câble électrique, niveau d'huile, contrôle de l'état des flexibles et remplacement si nécessaire), à effectuer trimestriellement, avant le contrôle périodique.

Le titulaire doit également procéder à la maintenance préventive et curative du compacteur afin de garantir de parfait état de fonctionnement.

Cette location correspond au « full service » incluant la maintenance préventive et curative, le contrôle technique trimestriel, le remplacement par un appareil équivalent en cas d'immobilisation.

#### **2.6.3- Contrôles trimestriels**

Le titulaire devra faire effectuer **à ses frais les contrôles périodiques par un organisme indépendant qualifié**, conformément à l'article R4323-23 du Code du Travail :

- Contrôles trimestriels du compacteur ;
- Contrôles semestriels du lève-bac.

Le compte-rendu de visite sera obligatoirement transmis à l'établissement sur lequel est installé le matériel.

Toutes les anomalies signalées dans le rapport de vérification devront être levées à minima avant le contrôle périodique suivant.

Dans le cas d'une observation majeure, le titulaire assurera immédiatement la remise en conformité, ou à défaut, assurera à ses frais, le remplacement immédiat de l'équipement défectueux par un matériel similaire.

Le titulaire assume tous les frais de mise en conformité et les frais éventuels liés à la mise en œuvre d'une solution alternative de substitution (y compris les rotations supplémentaires éventuelles).

## **2.6.4 Consignes de sécurité et formation des utilisateurs**

Les consignes de sécurité doivent être apposées sur le compacteur, à proximité immédiate de la zone de compactage et le cas échéant du lève-bac. Ces consignes doivent rappeler les risques et les précautions à prendre, notamment lors des interventions à l'intérieur de la trémie et de la zone de compactage, ou lors du levage/descente des bacs à déchets.

Pour le cas d'un compacteur installé dans une zone extérieure accessible au public, un affichage approprié à l'information du public doit être prévu sur :

- L'interdiction de monter dans la trémie ;
- L'interdiction de mise en marche.

Les opérateurs autorisés à utiliser le compacteur à déchets doivent avoir reçu une information sur les risques qu'il présente et les mesures de prévention mises en œuvre pour leur sécurité. Cette information porte notamment sur :

- Les modes de marche/arrêt ;
- Les dispositifs de protection (grilles de sécurité, rehausse de trémie, blocage lors du vidage, etc) et autres sécurités (contact électrique, boutons appui « à deux mains »
- La conduite à tenir en cas de bourrage ou de défaut technique (voyant, écran de contrôle, etc) ;
- Les vérifications à effectuer à la prise de poste.

Le titulaire devra procéder à cette information auprès des personnels de chaque établissement concerné. Il peut solliciter le fabricant pour une présentation commune.

La rédaction d'une notice en format A4 recto comportant les informations données, remise aux participants pour qu'ils puissent s'y référer ultérieurement, serait très appréciée.

## **3 – Traitement des DAE**

### **3.1- Conformité des installations de traitement**

Le traitement des déchets se fera dans des installations autorisées au titre de la réglementation ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement). L'autorisation préfectorale de chaque centre de traitement devra être fournie sur demande.

Les procédés employés doivent être conformes aux exigences environnementales et de sécurité, applicables à ces installations. Les démarches ISO 14001, OHSAS 18001, et toute autre méthode de certification Qualité complémentaire, doivent être mises en œuvre et suivies dans le cadre d'une politique QHSE déployée localement sur le centre de traitement recevant les déchets remis par le(s) établissement(s) du GHT 72.

En cas de recours à un centre de traitement lors des arrêts techniques (maintenance, panne, autre motif), le titulaire doit assurer la continuité de la prestation, et si nécessaire faire valider un nouveau CAP (Certificat d'Acceptation Préalable) entre les parties concernées.

Tout changement de site de traitement au cours de la prestation devra être notifié par écrit avec le détail des raisons ayant motivé ce changement, dans un courrier adressé au responsable de l'(des) établissement(s) concerné(s) et au Directeur du GHT72 du Centre Hospitalier du Mans.

### **3.2- Destination et mode de traitement des DAE**

**Les déchets non dangereux en mélange des lots 01 et 02 doivent être traités conformément aux préconisations du PRPDG PAYS DE LA LOIRE 2019 pour la Sarthe dans une unité de valorisation énergétique des déchets.**

**Pour les autres lots (lots 3 à 6) représentant un tonnage moindre, les solutions de l'incinération ou de l'ISDND au choix du Titulaire sont acceptées.**

**Dans tous les cas, ces installations classées pour la protection de l'environnement sont soumises à autorisation.**

**De plus, Le Titulaire recherche le site de traitement des déchets le plus près du lieu de production.**

Les DAE issus des activités des établissements du GHT72 auront fait l'objet d'un tri sélectif des fractions recyclables conformément aux dispositions réglementaires et dans les conditions techniques et économiques les plus acceptables possibles. Cependant, ces déchets ne sont pas des déchets ultimes au sens de l'article L541-2-1 du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article L541.1 du Code de l'Environnement (modifié par la Loi n°2015-992 du 17/08/2015, la « hiérarchie des modes de traitement des déchets » et la nécessité de « s'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement » (se référer au paragraphe 1.1), inscrivent les DAE (ND NR) produits par les activités des établissements de santé comme un déchet devant préférentiellement être valorisé énergétiquement.

Par ailleurs, le mode de transport depuis le(s) établissement(s) jusqu'à l'exutoire retenu par le candidat doit tenir compte du principe de réduction des distances de transport des déchets entre le lieu de production et le centre de traitement

Il appartient au candidat de rechercher la solution optimale de massification, y compris via un site de transit/regroupement (quai de transfert par ex.). L'offre devra préciser les modalités mises en œuvre pour répondre à cet objectif et la justification du choix de l'exutoire final des déchets.

Si l'exutoire final retenu par le candidat est l'incinération, ce dernier devra obligatoirement fournir une attestation sur l'honneur de prise en charge par l'installation de valorisation énergétique des déchets de l'établissement concerné.

### **3.3- Panne/arrêt technique ou blocage (grève, manifestation) du centre de traitement**

En cas de panne ou d'arrêt technique, les DAE issus des activités des établissements du GHT 72 devront être pris en charge dans le cadre des besoins sanitaires prioritaires. A ce titre, leurs conditions de traitement respecteront la réglementation applicable et les délais habituels de traitement. Aucun stockage prolongé de ces DAE ne saurait être possible, sans accord écrit des autorités compétentes et des établissements producteurs concernés.

Pour les DAE collectés en compacteur à déchets, le vidage sur le centre de traitement (ou sur un site annexe dûment autorisé pour une activité de stockage/transit/regroupement de déchets) doit être maintenu dans les délais habituels de restitution aux établissements concernés par ce mode de collecte.

### **3.4- Traçabilité en entrée du centre de traitement**

Conformément à la réglementation en vigueur, l'entrée du centre de traitement comportera une bascule de pesage (entrée/sortie) dûment vérifiée par un organisme de contrôle, et un outil de traçabilité des flux entrants.

Dans le cas de la collecte/transport des DAE en compacteur à déchets, la pesée doit être accompagnée de l'émission d'un ticket papier remis au conducteur du véhicule. Ce ticket sert de base pour la facturation du titulaire. Il représente une preuve en cas de contestation de l'une ou l'autre des parties.

### **3.5- Gestion d'une non-conformité en entrée du centre de traitement**

Pour toute non-conformité en entrée du centre de traitement, les parties conviendront entre elles des dispositions immédiates à mettre en œuvre.

Dans le cas d'une détection de radioactivité, si le centre de traitement ne peut valider le vidage des déchets du fait du seuil d'alarme trop élevé, le titulaire doit rechercher avec l'établissement concerné une solution pour permettre la continuité de service.

La prestation mise en œuvre pourra faire l'objet d'une facturation spécifique (main d'œuvre, moyens techniques spécifiques, etc) pouvant être jugée équivalente à un (ou plusieurs) forfait(s) de collecte/transport. Les deux parties conviendront au cas par cas, des modalités de facturation adaptées à la situation.

## **4 – Continuité du service**

### **4.1- Continuité de la prestation**

Le titulaire met en œuvre les modalités lui permettant d'assurer la continuité de prise en charge des DAE, en cas de grève, ou de difficultés techniques, ou d'autre motif,

que ce soit dans son entreprise ou dans l'installation destinataire. Il doit assurer la prestation en proposant une solution réglementaire et de proximité.

Le candidat précisera dans son offre les modalités envisagées pour assurer cette continuité de service.

En cas de difficultés majeures pour la mise en œuvre de cette continuité, le titulaire doit immédiatement informer le(s) responsable(s) de l'(des) établissement(s) concerné(s) et le Directeur du GHT72 du Centre Hospitalier du Mans en tant qu'établissement support du GHT. Le recours aux autorités de tutelle et/ou au Préfet de la Sarthe doit être envisagé si la situation le nécessitait.

#### **4.2- Plan de continuité d'activité du titulaire**

Le titulaire devra fournir un plan de continuité de ses prestations pour le cas d'une situation impactant ses effectifs (absentéisme important lié à une grève ou à une crise sanitaire par exemple). Ce plan devra indiquer les éléments :

- ✓ D'information des personnels ;
- ✓ D'éventuels exercices ou simulations ;
- ✓ D'organisation et de gestion de l'absentéisme en mode dégradé.

### **5 – Suivi et contrôle de la prestation**

#### **5.1- Traçabilité des déchets**

Le suivi des déchets pris en charge par le titulaire depuis l'établissement producteur jusqu'au centre de traitement final sera assuré par le titulaire.

Le titulaire devra fournir **mensuellement** un **relevé du tonnage de déchets** pris en charge (par site ou par point de collecte, si le lot en comporte plusieurs).

L'accès à un site extranet de suivi de la prestation au fur et à mesure de sa réalisation serait apprécié dans le cadre de la mise à jour du registre des déchets sortants par les établissements.

Le ticket de pesée, dans le cadre de la collecte par compacteur et si le camion BOM est équipé du pesage embarqué, doit être transmis à l'établissement collecté, soit immédiatement (ticket papier, envoi par email), soit dans les 48 heures consécutives à cette prise en charge (par toute forme adaptée à cette transmission en différé).

Les factures ne seront recevables qu'à la condition expresse d'être accompagnées :

- ✓ des Bons de collecte/rotation ;
- ✓ le cas échéant des bons de pesée ;
- ✓ du relevé de prestation mensuel comportant les dates de collecte/rotation, le nombre de bacs à déchets vidés ou/et le poids de déchets pris en charge, le nombre d'intervention de lavage du caisson du compacteur à déchets, etc. ;
- ✓ et de tout autre document justifiant de la bonne exécution de la prestation.



Dans le cas contraire, la prestation sera jugée incomplète et donc non facturable.

## **5.2- Suivi de la prestation**

Le titulaire doit proposer des modalités permettant d'avoir un **suivi semestriel** du marché à destination de chaque établissement et du référent de la filière « déchets » du GHT 72 au Centre Hospitalier du Mans.

Ce suivi semestriel correspond à un état des lieux (reporting sous forme de tableau récapitulatif, de rapport synthétique, etc.) sur les collectes effectuées, les poids collectés, les centres de traitement destinataires, les éventuelles non-conformités, le bilan des modifications ponctuelles de la prestation, etc.

Le titulaire doit obligatoirement réaliser une **visite (2 fois par an)** sur chaque site des établissements du GHT 72 avant le 30 juin puis avant le 31 décembre de l'année en cours permettant :

- de vérifier sur place la conformité des moyens de collecte (bacs à déchets, compacteur, benne DIB) ;
- de faire un état des collectes/rotations sur le semestre (non-conformité éventuelle) ;
- de proposer des améliorations sur la prestation.

Ces éléments de suivi sont à coordonner avec le responsable de la Gestion des Déchets de chaque établissement du GHT 72, qui peut demander un rendez-vous (visite supplémentaire) avec un technico-commercial du titulaire en cas de difficulté majeure sur la prestation. Ils serviront de base pour définir la reconduction de marché.

Les modalités de suivi de marché sont à présenter dans l'offre. Elles seront définies précisément pour chaque établissement du GHT72 et validées par le réfèrent de la filière «déchets » du GHT72 au Centre Hospitalier du Mans, à la mise en place du marché.

## **5.3- Contrôle de la bonne exécution de la prestation**

Les difficultés rencontrées dans le cadre de l'exécution de la prestation seront consignées par un courrier :

- adressé à l'établissement concerné s'il s'agit d'un cas particulier ;
- adressé au Directeur du GHT72 si c'est la prestation dans sa globalité qui est en cause.

## **5.4- Accompagnement des établissements sur la tenue du registre des déchets sortants**

Afin d'accompagnement les établissements sur la tenue de leur registre des déchets sortants, le titulaire doit à minima leur fournir :

- le code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement) ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle les déchets sont traités (et le cas échéant, les éléments concernant le centre de transit/regroupement) ;
- le nom et l'adresse du(des) transporteur(s) qui prend(prennent) en charge les déchets, ainsi que leur numéro de récépissé de déclaration de transport de déchets non dangereux conformément à l'article R 541-53 du Code de l'Environnement ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est pris en charge
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article R.541-1 du Code de l'Environnement.

En cours de marché, le titulaire doit fournir de lui-même la version actualisée de ces éléments réglementaires, y compris la(les) déclaration(s) préfectorale(s) (reconduction, évolution) de transport en Préfecture.

## **6 – Evolution de la législation**

Le titulaire devra se conformer à toute nouvelle disposition légale et réglementaire s'appliquant à sa prestation, dans l'exécution du marché.

Le GHT72 et le titulaire étudieront les éventuelles conséquences sur la prestation des évolutions réglementaires sur les déchets et sur l'environnement en général, notamment en cas de modification sur les déchets à prendre en charge.

### **Annexes du CCTP :**

- Annexe technique n° 1 : EPSM et Centre Hospitalier du Mans
- Annexe technique n° 2 : Pôle Santé Sarthe et Loir
- Annexe technique n° 3 : Centre Hospitalier de Saint-Calais et EHPAD de Bessé-sur-Braye
- Annexe technique n° 4 : Centre Hospitalier de Montval-sur-Loir
- Annexe technique n° 4 bis : Centre Hospitalier du Lude
- Annexe technique n° 5 : Pôle Hospitalier gériatrique du Nord Sarthe
- Annexe technique n° 6 : Centre Hospitalier de La Ferté-Bernard

